Le Monde des Livres

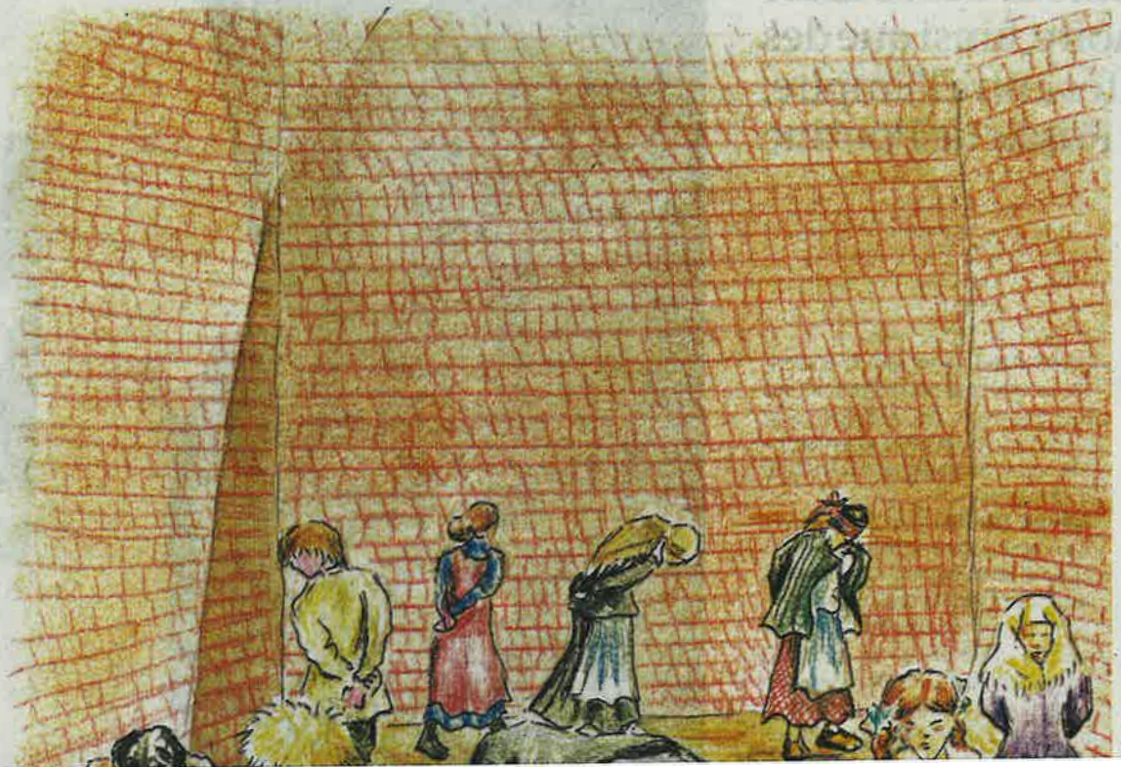
2|3
LA « UNE », SUITE
▸ CE QUE FUT LA RÉALITÉ SOVIÉTIQUE
▸ Entretien croisé avec les historiens Sabine Dullin et Alain Blum
▸ Hannah Arendt et Claude Lefort sur le totalitarisme
▸ « Les Ours dansants », de Witold Szablowski

4|5
LITTÉRATURE
▸ Georges Feydeau dans « La Pléiade », Alain Galan, Georges Séféris, William Gardner Smith

Trente ans après

Retour sur l'URSS

L'Union soviétique a cessé d'exister le 26 décembre 1991. « Le Monde des livres » consacre trois pages à cet anniversaire, d'abord avec l'étonnant témoignage d'une rescapée



Le Monde
Vendredi 17 décembre 2021

Ce que fut la réalité soviétique

Trente ans après la disparition de l'URSS, son histoire est un travail en cours. Deux synthèses permettent de faire le point : « L'Ironie du destin », de Sabine Dullin, et « L'Age soviétique », coécrit par Alain Blum. Conversation autour des sources et de la mémoire, ainsi que des continuités entre l'Empire, l'Union et la Russie de Poutine

Dans la boutique du musée Staline, à Gori, en Géorgie, en octobre 2021. JULIEN PEBREL/MYOP POUR « LE MONDE »

ENTRETIEN CROISÉ

PROPOS RECUEILLIS PAR
FLORENT GEORGESCO

Le 26 décembre 1991, l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) cessait officiellement d'exister. Trente ans plus tard, comment les historiens abordent-ils cette longue tentative pour mettre en œuvre le « communisme réel », née avec la prise de pouvoir par les bolcheviques en 1917 ? Sabine Dullin, professeure en histoire contemporaine à Sciences Po, vient de publier *L'Ironie du destin*. Alain Blum, historien et démographe, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales et directeur de recherche à l'Institut national d'études démographiques, a coécrit, avec Françoise Daucé, Marc Elie et Isabelle Ohayon, *L'Age soviétique*. Deux synthèses fondées sur certains des développements les plus récents de la recherche, dont se dégage une vision à la fois intime et distanciée, complexe et tragique de ce que fut la réalité soviétique, mais aussi de sa mémoire, telle qu'elle continue de hanter l'Europe. Et de la polariser, à l'heure où Vladimir Poutine en fait un instrument de pouvoir.

Les trente ans écoulés depuis la fin de l'URSS ont d'abord été marqués, pour les historiens, par l'ouverture des archives soviétiques. Qu'y a-t-on trouvé de neuf ?

Alain Blum : Au début, les découvertes ont d'abord porté sur les répressions, en particulier sur la Grande Terreur *[1936-1938]* ou le goulag. Les ordres d'exécutions et de déportations, les statistiques des camps, etc., étaient conservés. Cela a permis de renouveler en profondeur la compréhension de ces mécanismes. Mais nous avons aussi découvert tous les rapports de police sur la population, en particulier sur le monde paysan, qui, dans une optique de surveillance bien sûr, enregistraient les opinions des gens, ce qui a énormément apporté aux historiens dans l'analyse de la société soviétique.

Il y a également eu l'ouverture des archives conservées dans les républiques, au-delà de la Russie. Elles nous sauvent en partie aujourd'hui, alors que le couvercle se referme partiellement sur les archives de Moscou. Par exemple, en Ukraine et en Lituanie, où je travaille souvent, tout reste ouvert.

Sabine Dullin : Oui, les centres d'archives sont à Moscou mais aussi à Iakoutsk, en Sibérie, ou à Kiev, car l'URSS était multinationale. Décentrer modifie la perspective. J'essaie de le montrer dans *L'Ironie du destin* : quand on écrit l'histoire soviétique depuis les périphéries, des éléments dissimulés jusque-là apparaissent. Si le système est centralisé, cela n'empêche pas que les républiques ont un rôle crucial dans les années 1920 et après la mort de Staline. Dans les archives très ouvertes de l'Ukraine, bien des documents sont en ukrainien et, lors du voyage de Nixon en URSS, en 1972, il est reçu à Kiev avec drapeau et chants ukrainiens, comme si la république était souveraine. Du moment que la nation reste socialiste, elle est une ressource pour le centre.

Une des ambiguïtés de cette relation entre Moscou et les périphéries tient aux politiques de transfert de populations. Il y a à la fois une reconnaissance partielle des identités et une déstructuration des peuples...

A. B. : On l'observe notamment sous Staline, quand, parmi les mouvements de déportation vers la Sibérie ou l'Asie centrale, les frontières de l'Union sont nettoyées de populations jugées potentiellement « déloyales » et qu'on envoie des populations russes les remplacer. Ou encore, après la seconde guerre mondiale, à la suite des grandes opérations de déportation, par exemple dans les pays baltes. Il faut combler le vide. Et, là encore, des Russes, en particulier, arrivent.

S. D. : Les mouvements peuvent aussi se faire en sens inverse. Alain Blum l'a montré pour les années 1970 en Asie centrale. Les Russes repartent, car les politiques d'éducation et de discrimination positive ont fait que les élites locales prennent les postes de commandement qui étaient avant occupés par les Russes. Plus généralement, on constate des politiques d'aménagement du territoire, sous la contrainte ou à coups d'incitations. L'URSS est un pays de travailleurs nomades qui vont de la campagne vers la ville, d'une république à l'autre, de l'Ouest vers l'Est ou le Grand Nord. C'est une histoire de colons et de déportés.

Ces renouvellements ont permis de poser autrement la question des continuités et des discontinuités entre l'Empire russe et la période soviétique. Votre livre, Sabine Dullin, en témoigne : ce n'est pas seulement une histoire de l'URSS, puisqu'il commence au milieu du XIXe siècle...

S. D. : J'ai été notamment inspirée par la nouvelle histoire des empires, pour laquelle un empire se définit d'abord par des formes de gouvernance, une manière de gouverner les différences. Or ce que l'on a découvert dans les archives sur la politique des nationalités montre que les Soviétiques s'inscrivaient pour partie dans cette logique. Je pouvais donc réfléchir à des permanences impériales, même si je ne veux pas du tout gommer les spécificités de l'ère soviétique. D'ailleurs, Lénine était anti-impérialiste et voulait faire table rase, mais y réussit-il ? Non.

Ainsi, sous l'Empire russe comme sous l'URSS, il y a une alternance entre des moments de répression des nations, de russification, et des périodes où l'on redonne de l'autonomie aux périphéries. Si j'ai commencé au milieu du XIXe siècle, avec la guerre de Crimée, c'est aussi que la défaite ou la victoire occupent une place centrale aux deux époques. La sévère défaite en Crimée fait que le nouveau tsar, Alexandre II, veut moderniser son pays, une sorte de première perestroïka *[« reconstruction »]* dans les années 1860, avec l'abolition du servage.

> Quand on écrit l'histoire soviétique depuis les périphéries, des éléments, dissimulés jusque-là, apparaissent

Au demeurant, les réformes n'aboutissent pas à ce qui était prévu. C'est l'autre idée principale de mon livre, qui lui donne son titre : même quand on est autocrate, on n'arrive pas forcément à réaliser ce que l'on veut, les réformes dévient. Mais Staline fait peut-être mentir mon titre. Lui, au fond, fait ce qu'il a dit. Il y parvient à force d'énergie et de brutalité.

Que change la seconde guerre mondiale, et ce qui va devenir le mythe de la « grande guerre patriotique » ?

S. D. : Il me semble que la guerre a forgé un sentiment commun d'appartenance pour ceux qui vivaient dans les frontières soviétiques d'avant 1939. Dans la guerre, les gens ont fait l'expérience d'une liberté et d'une responsabilité dans le massacre – c'est terrible mais, même s'il y a eu 27 millions de morts, les gens ont eu l'impression de savoir pourquoi ils se battaient. Il en a résulté un patriotisme soviétique et des attentes en matière de droits.

Un sentiment d'appartenance peut prendre la forme du manque ou d'une expérience de la contrainte. Qu'en était-il pour les Soviétiques ?

A. B. : Déjà, s'il est vrai que la guerre fait naître un sentiment d'adhésion à l'ensemble soviétique, cela ne signifie nullement qu'on adhère à la politique qui est suivie. Il y a de nombreux mouvements de contestation sociale, qui sont très souvent écrasés. Il y a par ailleurs beaucoup de plaintes envoyées aux autorités.

Comme nous le montrons dans *L'Age soviétique*, on voit aussi se développer des sortes de

L'IRONIE DU DESTIN. UNE HISTOIRE DES RUSSES ET DE LEUR EMPIRE (1853-1991),
de Sabine Dullin,
Payot, « Petite biblio histoire », inédit, 300 p., 9 €, numérique 7 €.

L'AGE SOVIÉTIQUE. UNE TRAVERSÉE, DE L'EMPIRE RUSSE AU MONDE POSTSOVIÉTIQUE,
d'Alain Blum, Françoise Daucé, Marc Elie et Isabelle Ohayon,
Armand Colin, « Mnémosya », 432 p., 26,50 €, numérique 18 €.

Parution Après la chute du bloc de l'Est, des êtres désemparés

LES OURS DANSANTS, du grand reporter polonais Witold Szabłowski, comporte deux parties symétriques qui racontent deux histoires à la fois différentes et semblables. La première est celle de ces ours dont les tours servaient naguère de gagne-pain aux Tziganes bulgares. En 2007, avec l'entrée du pays dans l'Union européenne, les plantigrades avaient été regroupés au sein d'une réserve dans le but de les soustraire à la maltraitance et de leur *« apprendre la liberté »*. L'expérience s'est révélée décevante : incapables de retourner à l'état sauvage, ils s'ennuyaient et dépérissaient. La liberté ne rimait pas, pour eux, avec le bien-être.

Si, à défaut de pouvoir questionner les ours, cette partie est faite d'interviews avec les ex-propriétaires et le personnel de la réserve, la seconde est une enquête menée auprès des *« ours humains »*, en l'occurrence des citoyens de l'ancien bloc de l'Est auxquels la libération du joug totalitaire n'a pas, non plus, apporté le bonheur. Le passage à l'économie de marché a précipité dans la misère beaucoup de gens à qui l'on n'avait jamais appris à se prendre en charge. Ces laissés-pour-compte polonais, albanais ou bulgares se consument dans la nostalgie du passé, repeint en rose. Des êtres désemparés, qui regrettent l'ancien cocon étatique, misérable, lui aussi – mais à leurs yeux tellement plus sécurisant que leur nouvelle existence.

Cette plongée fait penser à l'enquête analogue menée auprès des ex-Soviétiques par la future Prix Nobel Svetlana Alexievitch, *La Fin de l'homme rouge* (Actes Sud, 2013). C'est la même amertume chez des individus auxquels on a proposé (imposé ?) de prendre en main leur destin – et qui s'y refusent. Le récit de leurs naufrages fait surgir une question : aurait-il pu en être autrement ? Que la guérison du virus totalitaire n'allait pas être facile, on s'en doutait ; mais, s'interroge l'auteur, si un corps social se remet trop lentement, n'y a-t-il pas péril en la demeure ?

Car la tentation autoritaire est là, bien présente. L'être humain aspire-t-il vraiment à la liberté ? La place-t-il au-dessus de tout ? Certes, l'homme ne vit pas seulement de pain – mais peut-il vivre en craignant sans cesse d'en manquer, et si ce n'est pas le cas, qu'est-il prêt à sacrifier pour en avoir ? Le livre de Witold Szabłowski n'apporte pas de réponse. C'est un constat lucide et désabusé, un troublant instantané des pourtours de l'Occident prospère, qui peine à faire partager ses valeurs à ceux qui, il y a trente ans, ont espéré le rejoindre. ■

ELENA BALZAMO

LES OURS DANSANTS. DE LA MER NOIRE À LA HAVANE, LES DÉBOIRES DE LA LIBERTÉ
(Tanczace niedzwiedzie), de Witold Szabłowski,
traduit du polonais par Véronique Patte, Noir sur blanc, 240 p., 21 €, numérique 15 €.

microsociétés parallèles, dans la culture, ou l'économie, fondées sur des contournements et des détournements, des usages imprévus des structures existantes. On joue avec les normes et les règles, face à un Etat ambigu qui, à certains moments, ferme les yeux, et à d'autres se met brusquement à sévir.

Quel est le poids de l'idéologie après-guerre ?

S. D. : Khrouchtchev est peut-être le dernier communiste, le dernier à y croire dur comme fer. Sous Brejnev, l'idéologie devient plutôt un rituel. On est contraint d'y participer, mais on en rit sous le manteau et dans les cuisines. L'idéologie s'affiche dans les discours, les cérémonies sur la place Rouge, les journaux. Elle s'éloigne de la vie des gens. Se sentir soviétique relève alors surtout de périodes tragiques vécues ensemble. Mais aussi d'un mode de vie, qui peut aller de l'art de faire la queue à des pratiques alternatives par rapport à la société de consommation telle qu'elle existe en Occident.

A. B. : Etre soviétique, c'est d'abord un sentiment d'appartenance à un territoire qui a ses propres règles, face au reste du monde. On fait du tourisme dans les mêmes endroits. On ne peut pas aller à l'étranger. Avec cette conséquence que les regards sont tournés vers l'Occident, qui fascine. Cela crée une attente, qui sera d'ailleurs en partie déçue après 1991.

Sabine Dullin, dans votre livre « La Frontière épaisse » [Editions de l'EHESS, 2014], vous montriez que le rôle de la frontière était déterminant pour comprendre la spécificité soviétique...

S. D. : Oui, c'est une vraie différence entre la période des tsars et l'URSS. J'y reviens dans *L'Ironie du destin*. Sous l'Empire, il y a déjà l'obsession militaire du contrôle des frontières. Mais une xénophobie inédite naît avec l'URSS. De l'étranger vient l'agent de l'impérialisme, l'espion, celui qui veut subvertir l'œuvre socialiste. C'est que la frontière sépare du capitalisme : elle est idéologique. La menace étrangère s'appuie aussi sur des « cinquièmes colonnes » à l'intérieur du pays.

C'est très frappant de retrouver tout ce mécanisme xénophobe sous Poutine, avec la notion juridique, inscrite dans la loi depuis 2012, d'« agent de l'étranger », qui stigmatise. Comme si l'étranger était forcément hostile et s'allait à des acteurs sociaux dans le pays pour porter atteinte à l'unité nationale et à l'Etat.

Un autre ennemi se montrait particulièrement menaçant dans l'imaginaire soviétique : le marginal...

A. B. : Ce n'était pas tellement présent au moment révolutionnaire, mais cela apparaît vite sous Staline. Par exemple, une des grandes découvertes de l'historiographie récente est que la Grande Terreur n'était pas d'abord dirigée contre les communistes, que ce n'était pas une purge du parti, mais qu'elle visait la population, qu'on cherchait à débarrasser, en effet, de ses éléments marginaux.

Sous d'autres formes, cette lutte contre les éléments considérés par les autorités soviétiques comme marginaux va continuer à l'époque post-stalinienne. On le voit en particulier à propos des homosexuels, qui peuvent être envoyés en prison ou dans les hôpitaux psychiatriques. Il faudra attendre 1993 pour qu'Eltsine dépénalise l'homosexualité. Et de cela aussi, il reste quelque chose dans la politique de Poutine, notamment à travers la loi d'interdiction de la « propagande homosexuelle » ou encore, par ailleurs, la décision de classer les Témoins de Jéhovah comme extrémistes.

Une affaire cristallise ces continuités entre l'URSS et la Russie poutinienne, celle qui touche Memorial, la grande association, fondée en 1989, de mémoire des répressions soviétiques et de défense des droits humains. Elle subit actuellement un procès qui pourrait déboucher sur sa dissolution. Alain Blum, vous êtes vice-président de sa filiale française. Comment voyez-vous la situation ?

A. B. : Pour tout vous dire, nous ne sommes pas très confiants. Mais il reste une incertitude. En réalité, il y a deux affaires, qui impliquent différemment deux associations, Memorial International et Memorial droits de l'homme. Les accusations les plus graves concernent la seconde : les responsables eux-mêmes peuvent être touchés, et durement, puisque cette association est accusée de soutenir le terrorisme et l'extrémisme. Elle publie en effet une liste de prisonniers qu'elle considère comme politiques, dont certains sont condamnés sous ces chefs. Mais elle indique bien dans cette publication que cela ne signifie en rien qu'elle adhère à leurs positions ou actions.

Quant à la branche internationale, elle est mise en cause au nom de la loi sur les « agents de l'étranger », pour une histoire de marquages qui ont parfois été oubliés – le marquage « agent de l'étranger » étant obligatoire pour les publications et communications des associations qui subissent ce statut.

Sur le fond, la question que soulève cette affaire, c'est : pourquoi les choses vont-elles si loin aujourd'hui ? Cela fait longtemps que le régime persécute Memorial, dont un des historiens, Iouri Dmitriev, est en prison pour des motifs fallacieux. Mais il y a une accélération, qui révèle que, pour Poutine, les questions mémorielles sont plus centrales que jamais. La mémoire, désormais, est presque plus importante que l'économie. Et, à cet égard, les travaux historiques, les exhumations de charniers ou les commémorations menés par Memorial se révèlent de plus en plus gênants.

> Sous Brejnev, l'idéologie est devenue un rituel. On est contraint d'y participer, mais on en rit sous le manteau

Le régime, par exemple, ne nie pas la Grande Terreur. Mais c'est simplement, dans son discours, un des moments tragiques que le peuple a vécus. Comme le résume une autre historienne de Memorial, Irina Flige, dans son livre *Sandormokh [Les Belles Lettres, 2021]*, pour Poutine, c'est « une tragédie, avec des victimes innocentes ; mais de crime et de criminels – *point* ». Il ne faut pas dénoncer les criminels. Or Memorial parle des bourreaux et ne dilue pas la répression dans l'idée vague d'un malheur global.

S. D. : En outre, Memorial relie le fait de mettre en lumière les crimes passés et la mobilisation pour les droits humains. Son but, c'est qu'il existe en Russie une société civile active, qui ne peut pas émerger sans une connaissance de son passé. Poutine est focalisé sur le passé mais un passé sans société civile. Son enjeu est d'affirmer la continuité étatique, la légitimité d'un Etat puissant de part et d'autre de 1991. Si Memorial le gêne, cela signifie à quel point cette association est cruciale. ■

Lisez l'entretien dans son intégralité sur Le Monde.fr/livres

Le totalitarisme, concept d'avenir

C'est ce qu'entrevoyaient les philosophes Claude Lefort et Hannah Arendt. Un recueil et un « Cahier de L'Herne » en témoignent

ÉCLAIRAGE

NICOLAS WEILL

Dans *L'Invention de la démocratie* (Fayard, 1981), le philosophe Claude Lefort (1924-2010) s'emportait contre l'incapacité de la gauche communiste ou socialiste française à reprendre à son compte la notion de totalitarisme (désignant une dictature totale, s'imposant à chaque conscience), afin de l'appliquer à l'Union soviétique, y compris tardive. Pour le « camp progressiste », cette notion relèverait de l'arsenal théorique propre à la guerre froide et servirait surtout à mettre dans le même sac fascisme, nazisme et communisme.

De fait, remarquait Claude Lefort, la notion d'« Etat total », d'abord revendiquée par Mussolini ou par l'Allemagne hitlérienne, a été reprise, après-guerre, pour stigmatiser une forme politique érigée en symétrique inverse de la démocratie, dans le but de stigmatiser le bloc de l'Est. Déplorant que les marxistes aient abandonné aux conservateurs et aux libéraux *« l'initiative de la formulation du problème totalitaire »*, Lefort regrettait que *« des analyses comme celles d'Hannah Arendt aient reçu si peu d'écho »*.

La parution simultanée d'un recueil d'articles du philosophe français, sous le titre *Lectures politiques*, et d'un passionnant *Cahier de L'Herne* consacré à Hannah Arendt (1906-1975), montre que ce souci a accompagné Lefort jusqu'au terme de son parcours. Dans un texte de 2008 destiné à préfacer une étude sur l'encadrement de la littérature en URSS, due à la spécialiste de la Russie Cécile Vaissié, il constate une *« persistance du totalitarisme »* presque jusqu'à la fin du monde soviétique, le sort subi par les écrivains témoignant du maintien de la fusion entre l'Etat et la société civile par laquelle se caractérise, selon lui, un régime totalitaire. En 1986, deux mois avant la perestroïka, un romancier dissident, Felix Svetov (1927-2002), s'est vu encore infliger cinq années de relégation.

Contestation totalitaire

Contre les théoriciens de droite, Arendt et Lefort s'accordaient sur un point : l'idée que le totalitarisme, forme nouvelle créée par la modernité, n'allait pas disparaître dans les cendres de la victoire alliée contre Hitler. Certes, Arendt estimait que la réalité têtue viendrait toujours entraver le déploiement de la terreur totalitaire. Mais cette réalité, l'homme avait aussi, désormais, le pouvoir de la détruire. Pour Lefort, la démocratie porte en elle le risque de sa contestation totalitaire et l'avènement de l'une demeure par essence gros de la menace de l'autre. Pour les deux penseurs, le totalitarisme garde toute son actualité.

En revanche, ils divergent sur l'interprétation des origines du totalitarisme. Arendt, peut-être inspirée sur ce point par son maître de jadis, Martin Heidegger, en attribue la cause à la désolation et à l'isolement de l'homme moderne, prêt à se peloton ner dans le cercle de fer d'une idéologie, fût-elle imposée par la terreur. Claude Lefort, grand lecteur du *Discours de la servitude volontaire*, d'Etienne de La Boétie (1530-1563), entrevoit quant à lui la possibilité d'une attirance, un désir de fusion et d'unité qui ferait jusqu'à *aimer* la tyrannie. De bonnes raisons pour ne pas enterrer trop vite le totalitarisme avec l'Union soviétique. ■

LECTURES POLITIQUES. DE DANTE À SOLJENITSYNE,
de Claude Lefort,
PUF, 372 p., 26 €, numérique 19 €.

ARENDT,
sous la direction de Martine Leibovici et Aurore Mréjen,
« Cahier de l'Herne », 312 p., 33 €, numérique 23 €.